



Doc. 14555

27 avril 2018

Menaces sur la liberté des médias et la sécurité des journalistes en Europe

Proposition de résolution

déposée par Lord George FOULKES et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

Dans une société démocratique, les journalistes et les médias devraient être libres d'enquêter, d'informer et de publier sans craindre des interférences ou des traitements arbitraires de la part des autorités nationales. Cela étant, dans de trop nombreux pays européens, des textes législatifs restrictifs, des représailles arbitraires, le contrôle de la propriété et l'abus de pouvoir compromettent la liberté des médias. Les journalistes sont menacés, harcelés et privés arbitrairement de leur liberté. Ils travaillent souvent dans un climat d'intimidation et de peur, ce qui peut mener à l'autocensure.

Les menaces qui pèsent sur la liberté des médias et la sécurité des journalistes sont particulièrement évidentes dans le cas du journalisme d'investigation qui traite d'affaires de corruption ou d'abus de pouvoir. Les journalistes sont de plus en plus agressés physiquement, torturés, voire tués. Les récents meurtres horribles de Daphne Caruana Galizia et de Ján Kuciak, deux journalistes d'investigation de Malte et de la République slovaque respectivement, témoignent clairement des conditions dangereuses inacceptables dans lesquelles travaillent souvent les journalistes qui observent de près et critiquent les gouvernants. D'après la Plateforme du Conseil de l'Europe pour renforcer la protection du journalisme et la sécurité des journalistes, 22 journalistes ont été tués depuis 2015 et 128 sont actuellement détenus.

Cette situation est extrêmement inquiétante et porte un coup sévère à la liberté d'information qui est une condition préalable fondamentale à une société démocratique. Lorsqu'il n'est pas informé à temps, avec précision et de manière approfondie sur des questions d'intérêt général, le public peut facilement être manipulé et dominé. De plus, le meurtre de journalistes enquêtant sur des cas de corruption et d'abus fait peser une grave menace sur la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie des États membres.

Face à cette situation d'urgence, l'Assemblée parlementaire décide de continuer à suivre la situation dans les États membres et appelle de nouveau les gouvernements à s'acquitter de leur obligation positive de protéger la sécurité des journalistes et la liberté des médias. Elle invite aussi les États membres à soutenir, par tous les moyens disponibles, la Plateforme susmentionnée et à réagir rapidement aux alertes.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

FOULKES George, Royaume-Uni, SOC
BEREZA Boryslav, Ukraine, PPE/DC
CORSINI Paolo, Italie, SOC
DUNDEE Alexander, Royaume-Uni, CE
EFSTATHIOU Constantinos, Chypre, SOC
EVANS Nigel, Royaume-Uni, CE
FOURNIER Bernard, France, PPE/DC
GIRO Francesco Maria, Italie, PPE/DC
GOLUB Vladyslav, Ukraine, PPE/DC
JABLIANOV Valeri, Bulgarie, SOC
JONES Susan Elan, Royaume-Uni, SOC
KANDELAKI Giorgi, Géorgie, PPE/DC
KERN Claude, France, ADLE
LEITE RAMOS Luís, Portugal, PPE/DC
LOGVYNSKYI Georgii, Ukraine, PPE/DC
NICOLINI Marco, Saint-Marin, GUE
PALLARÉS Judith, Andorre, ADLE
SCHÄFER Axel, Allemagne, SOC
SCHENNACH Stefan, Autriche, SOC
SHEPPARD Tommy, Royaume-Uni, NI
SMITH Angela, Royaume-Uni, SOC
WHITFIELD Martin, Royaume-Uni, SOC

1. ADLE: Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe
CE: Groupe des conservateurs européens
GUE: Groupe pour la gauche unitaire européenne
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts
NI: non inscrit dans un groupe